

REPUBLIQUE FRANCAISE

TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE LILLE

5 rue Geoffroy Saint-Hilaire
CS 62039

59014 LILLE CEDEX

Téléphone : 03 59 54 23 42

Télécopie : 03 59 54 24 45

Greffé ouvert du lundi au vendredi de
8h30 à 12h00 - 13h30 à 16h30

Dossier n° : 1400045-1

(à rappeler dans toutes correspondances)

ASSOCIATION HARDELOT OPALE

ENVIRONNEMENT c/ SYNDICAT MIXTE DU
SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE DU
BOULONNAIS

Vos réf. : Délibération du 02/09/2013 - Approbation du
SCOT du Boulonnais

NOTIFICATION DE JUGEMENT AVANT DIRE DROIT

Lettre recommandée avec avis de réception

Lille, le 11/01/2018



1400045-1

Monsieur le Président
SYNDICAT MIXTE DU SCHEMA DE
COHERENCE TERRITORIALE DU
BOULONNAIS

1 boulevard du Bassin Napoleon
62200 Boulogne-sur-Mer

Syndicat Mixte du Schéma
De Cohérence Territoriale du Boulonnais
1 Boulevard du Bassin Napoléon
62201 BOULOGNE SUR MER Cedex
03 21 10 36 36 - Fax. 03 21 87 48 94

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, l'expédition du jugement en date du 29/12/2017 rendu dans l'instance enregistrée sous le numéro mentionné ci-dessus.

La présente notification fait courir le délai d'appel lequel, en application de l'article R. 811-6 du code de justice administrative, court jusqu'à l'expiration du délai d'appel contre le jugement qui règle définitivement le fond du litige.

Si vous estimez devoir faire appel du jugement qui vous est notifié, il vous appartient de saisir la COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE DOUAI, Hôtel d'Aoust 50, rue de la Comédie BP 760 59507 DOUAI CEDEX d'une requête motivée **en joignant une copie de la présente lettre.**

A peine d'irrecevabilité, la requête en appel doit :

- être assortie d'une **copie de la décision** juridictionnelle contestée.
- être présentée par un avocat.

Je vous prie de bien vouloir recevoir, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

Le greffier en chef,
ou par délégation le greffier,

A blue ink signature, likely of the greffier en chef, written over a circular stamp.

NB. Dans le seul cas où le jugement rendu vous accorde partiellement ou totalement satisfaction, vous avez la possibilité d'user de la disposition de l'article L. 911-4 du code de justice administrative, aux termes duquel : " En cas d'inexécution d'un jugement définitif, la partie intéressée peut demander ... au tribunal administratif ... qui a rendu la décision d'en assurer l'exécution ". Toutefois, en cas d'inexécution d'un jugement frappé d'appel, la demande d'exécution est adressée à la juridiction d'appel. Cette demande, sauf décision explicite du refus d'exécution opposé par l'autorité administrative, ne peut être présentée avant l'expiration d'un délai de **3 mois** à compter de la notification du jugement. Toutefois, en ce qui concerne les décisions ordonnant une mesure d'urgence, et notamment un sursis à exécution, la demande peut être présentée sans délai. En application de l'article R. 811-5 du code de justice administrative les délais supplémentaires de distance prévus aux articles 643 et 644 du nouveau code de procédure civile s'ajoutent aux délais prévus ci-dessus.

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE LILLE**

N° 1400045

ASSOCIATION HARDELOT OPALE
ENVIRONNEMENT

M. Frédéric Malfoy
Rapporteur

Mme Sophie Bergerat
Rapporteur public

Audience du 5 décembre 2017
Lecture du 29 décembre 2017

68-01-006-01
C

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le tribunal administratif de Lille

(1^{ère} Chambre)

Vu la procédure suivante :

Par une requête et des mémoires complémentaires enregistrés le 3 janvier 2014, le 8 avril 2014, le 4 mai 2015, le 26 mai 2016 et le 21 novembre 2016, l'association Hardelot Opale Environnement, représentée par la SCP d'avocats Gros, Hicter et associés, demande au tribunal :

1°) d'annuler la délibération en date du 2 septembre 2013 par laquelle le syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale du Boulonnais a approuvé le schéma de cohérence territoriale du Boulonnais, ensemble la décision du 4 novembre 2013 rejetant sa demande de retrait de cette délibération ;

2°) de mettre à la charge du syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale du Boulonnais une somme de 2 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

L'association Hardelot Opale Environnement soutient que :

- eu égard à son objet social, elle justifie d'un intérêt à agir à l'encontre du schéma de cohérence territoriale (SCOT) du Boulonnais ;
- sa lettre du 29 octobre 2013 demandant au président du syndicat mixte l'annulation du SCOT du Boulonnais constitue un recours gracieux ayant prorogé le délai de recours contentieux de sorte qu'aucune forclusion ne lui est opposable ;

- la délibération du 2 septembre 2013 approuvant le SCOT a été adoptée à l'issue d'une procédure irrégulière ; il n'est pas établi, ni que le quorum était atteint, ni que les huit membres titulaires étaient effectivement empêchés dans des conditions permettant à leurs suppléants de siéger ;

- la délibération approuvant le SCOT est entachée d'un défaut d'information suffisante des conseillers municipaux, en méconnaissance des articles L. 2121-12 et suivants du code général des collectivités territoriales ;

- elle a été prise en méconnaissance de l'article L. 300-2 du code de l'urbanisme dès lors que la concertation a été insuffisante et que les modalités de celle-ci n'ont pas été respectées ;

- l'information du public a été insuffisante ;

- les lacunes initiales de l'évaluation environnementale jointe au dossier d'enquête publique, relevées par l'autorité environnementale, ont nui à la qualité de l'information du public quant aux incidences des orientations du SCOT sur l'environnement ;

- dans certaines communes, l'avis d'enquête publique n'a été affiché que quatorze jours avant le début de l'enquête, en méconnaissance du délai minimum de quinze jours fixé par l'article R. 123-11 du code de l'environnement ;

- le dossier soumis à l'enquête publique n'était pas disponible dans l'ensemble des communes concernées par le projet de SCOT, en violation des dispositions de l'article R. 123-12 du code de l'environnement ; la présence d'un membre de la commission d'enquête n'a été assurée qu'au cours de quinze demi-journées ;

- les avis des personnes publiques associées n'ont pas été mis en ligne sur le site Internet dédié au SCOT, méconnaissant ainsi les dispositions de l'article R. 123-8 du code de l'environnement ;

- ces mêmes dispositions ont été méconnues dans la mesure où le document d'aménagement commercial (DAC) était annexé au SCOT, nuisant ainsi à l'information complète du public ;

- le document d'orientation et d'objectif (DOO), qui ne recense pas l'ensemble des ZNIEFF de type 1 et impose la création d'un hameau nouveau dans le secteur de La Quarte à Hardelot, méconnaît l'article L. 122-1-5 du code de l'urbanisme ;

- en l'absence de mise en compatibilité de ses dispositions avec le schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) révisé le 9 janvier 2013, le SCOT du Boulonnais a méconnu les dispositions de l'article L. 122-1-12 du code de l'urbanisme ;

- en prévoyant des enveloppes urbaines autorisant une extension de l'urbanisation, notamment en secteur littoral, et une consommation d'espaces agricoles et naturels injustifiée, le SCOT est incompatible avec le principe d'équilibre et de gestion économe des sols défini par les articles L. 110 et L. 121-1 du code de l'urbanisme ;

- l'objectif de développement de l'urbanisation, sur la commune de Neufchâtel-Hardelot, du secteur de La Quarte et du lotissement les Garennes est contraire aux dispositions de la loi littoral, telles qu'elles résultent notamment des articles L. 146-4 et L. 146-6 du code de l'urbanisme qui protègent les espaces naturels remarquables et proches du littoral ;

- en l'absence de levée des réserves émises par la commission d'enquête, le document d'aménagement commercial (DAC) est illégal au regard des dispositions de l'article L. 122-1-9 du code de l'urbanisme.

Par des mémoires en défense, enregistrés le 29 août 2014, le 14 septembre 2015, le 28 juillet 2016, et le 13 décembre 2016, le syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale du Boulonnais, représenté par la SCP d'avocats CGCB et associés, conclut au rejet de la requête et à ce qu'une somme de 3 000 euros soit mise à la charge de l'association Hardelot Opale Environnement au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Le syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale du Boulonnais soutient que :

à titre principal, la requête est irrecevable :

- l'association Hardelot Opale Environnement, dont l'objet social est général et imprécis, ne justifie d'aucun intérêt lui donnant qualité pour agir ;
- la lettre du 29 octobre 2013 adressée au président du syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale du Boulonnais ne peut être regardée comme un recours gracieux interrompant le délai du recours contentieux, de sorte que la requête est tardive ;

à titre subsidiaire, les moyens de la requête présentée par l'association Hardelot Opale Environnement ne sont pas fondés.

Par un courrier en date du 24 novembre 2017, les parties ont été informées qu'en application des dispositions de l'article L. 600-9 du code de l'urbanisme, le tribunal était susceptible de retenir les moyens tirés, d'une part, de la méconnaissance de l'article L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales en l'absence, en annexe à la convocation adressée aux conseillers municipaux pour la séance du 2 septembre 2013, d'une note explicative de synthèse sur le projet de schéma de cohérence territoriale et, d'autre part, de l'absence, au dossier d'enquête publique mis en ligne sur Internet, des avis des personnes publiques associées, en méconnaissance des dispositions des articles L. 122-10 du code de l'urbanisme et R. 123-8 du code de l'environnement, et de surseoir à statuer sur la requête.

Par un mémoire enregistré le 4 décembre 2017, le syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale du Boulonnais fait valoir qu'il s'oppose à la mise en œuvre des dispositions du code de l'urbanisme susmentionnées et sollicite, subsidiairement, un délai de trois mois pour qu'il puisse se prononcer une nouvelle fois sur l'approbation du SCOT et un délai d'un an dans l'hypothèse où cette approbation devrait être précédée d'une nouvelle enquête publique.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- le code général des collectivités territoriales ;
- le code de l'environnement ;
- le code de l'urbanisme ;
- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de M. Malfoy,
- les conclusions de Mme Bergerat, rapporteur public,
- et les observations de Me d'Halluin, substituant Me Hicter, représentant l'association Hardelot Opale Environnement, et de Me Dury, substituant Me Aaron, représentant le syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale du Boulonnais.

1. Considérant que par délibération du 20 décembre 2012, le syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale du Boulonnais a prescrit l'élaboration du schéma de cohérence territoriale du Boulonnais ; que l'enquête publique s'est déroulée du 18 mars au 19 avril 2013 ;

que, par une délibération du 2 septembre 2013, le syndicat mixte a approuvé le schéma de cohérence territoriale du Boulonnais ; que par la présente requête, l'association Hardelot Opale Environnement demande au tribunal l'annulation de la délibération du 2 septembre 2013 et de la décision du 4 novembre 2013 rejetant son recours gracieux ;

Sur les fins de non-recevoir opposées en défense :

2. Considérant, en premier lieu, qu'aux termes de l'article 2 de ses statuts, l'association Hardelot Opale Environnement a pour objet social : « *de contribuer au respect du site d'Hardelot et de ses environs (y compris les communes limitrophes : Neufchâtel, Condette, Dannes, Nesles, Hesdigneul, Saint-Etienne au Mont), à la sauvegarde de ses dunes, quelque soit leur situation, des sites et espaces naturels, de son littoral, de ses paysages, et à son développement harmonieux et durable dans un équilibre naturel et humain. Elle veillera au respect des lois de protection du littoral, des paysages, des parcs régionaux, du code forestier, du code de l'urbanisme et tous autres règlements en vigueur. Elle entreprend toutes les actions pouvant contribuer directement ou indirectement à son objet. A cet effet, elle pourra intervenir à l'encontre de tous projets, constructions, défrichements, aménagements, démolitions, etc...et autres opérations de nature à contrarier l'objectif de l'association (...)* » ; que si les documents d'urbanisme ne sont pas expressément mentionnés à l'article 2 précité, eu égard aux atteintes qu'un schéma de cohérence territoriale est susceptible de porter aux espaces naturels, aux paysages des communes littorales que l'association Hardelot Opale Environnement entend préserver, l'association requérante justifie d'un intérêt lui donnant qualité pour demander l'annulation de la délibération litigieuse ; que la fin de non recevoir opposée sur ce point doit donc être écartée ;

3. Considérant, en second lieu, qu'aux termes de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, dans sa version applicable au litige : « *Sauf en matière de travaux publics, la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.* » ; qu'il ressort des pièces du dossier que par lettre du 29 octobre 2013, l'association requérante a demandé au président du syndicat mixte du Boulonnais, « suite à l'arrêt du SCOT le 2 septembre 2013, (...) de bien vouloir annuler le SCOT aux motifs suivants ... » ; que contrairement à ce que soutient le syndicat mixte, par cette lettre, l'association Hardelot Opale Environnement doit être regardée comme demandant explicitement l'annulation de la délibération du 2 septembre 2013 portant approbation du SCOT du Boulonnais ; que ce recours gracieux, introduit dans le délai de recours contentieux, a eu pour effet d'interrompre ce délai ; que la requête de l'association Hardelot Opale Environnement, qui a été enregistrée au greffe du Tribunal le 3 janvier 2014, dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision de rejet du recours gracieux du 4 novembre 2013, n'est dès lors pas tardive ; qu'ainsi la fin de non-recevoir opposée par le syndicat mixte du SCOT du Boulonnais, tirée de la tardiveté de la requête, doit être écartée ;

Sur les conclusions à fin d'annulation :

4. Considérant, en premier lieu, qu'aux termes de l'article L. 5211-1 du code général des collectivités territoriales : « *Les dispositions du chapitre Ier du titre II du livre Ier de la deuxième partie relatives au fonctionnement du conseil municipal sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale, en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent titre. (...)* » ; qu'aux termes de l'article L. 2121-12 de ce code : « *Dans les communes de 3 500 habitants et plus, une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération doit être adressée avec la convocation aux membres du conseil municipal. (...)* » ; qu'aux termes de l'article

L. 2121-13 du même code : « *Tout membre du conseil municipal a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la commune qui font l'objet d'une délibération* » ;

5. Considérant qu'il résulte de ces dispositions que dans les établissements publics de coopération intercommunale qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants et plus, la convocation aux réunions de l'organe délibérant doit être accompagnée d'une note explicative de synthèse portant sur chacun des points de l'ordre du jour ; que le défaut d'envoi de la note explicative de synthèse ou l'insuffisance de son contenu entache d'irrégularité les délibérations prises, à moins que le maire n'ait fait parvenir aux membres du conseil municipal, en même temps que la convocation, les documents leur permettant de disposer d'une information adéquate pour exercer utilement leur mandat ;

6. Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que la convocation adressée aux membres du syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale du Boulonnais pour la séance du comité syndical du 2 septembre 2013 lors de laquelle a été adoptée la délibération approuvant le schéma de cohérence territoriale contesté, précisait seulement, sur ce point de l'ordre du jour, que « cette séance sera consacrée à l'examen et au vote de la délibération d'approbation du SCOT du Boulonnais » ; qu'en revanche, aucune note explicative de synthèse sur le projet de schéma de cohérence territoriale au sens des dispositions de l'article L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales ni aucun autre document de portée équivalente comportant une explication relative aux choix ayant présidé à l'adoption de ce document d'urbanisme n'était annexé à cette convocation ou n'a été transmis avant la séance ; que si le syndicat mixte produit des attestations qui émanent de quatorze des vingt-deux membres ayant siégé au cours du comité syndical du 2 septembre 2013 et qui font état de ce que la convocation écrite reçue pour cette séance était accompagnée de « l'ensemble des documents nécessaires à la compréhension du dossier et notamment des délibérations inscrites à l'ordre du jour », ces attestations, qui sont postérieures de près de trois ans à la délibération contestée et sont rédigées en des termes identiques et très généraux, ne permettent pas de faire apparaître que les membres de l'assemblée délibérante auraient disposé d'une information équivalente à celle résultant de la note de synthèse prescrite par les dispositions précitées du code général des collectivités territoriales ; que le syndicat mixte n'établit pas que cette lacune a pu être compensée, notamment par une information donnée aux membres du comité syndical à l'occasion de séances de travail préparatoires ; que, dans ces conditions, l'absence de note de synthèse a privé d'une garantie les membres du comité syndical ; que par suite, l'association requérante est fondée à soutenir que l'irrégularité de la convocation des membres du comité du syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale du Boulonnais a entaché d'illégalité la délibération contestée ;

7. Considérant, en second lieu, qu'aux termes de l'article L. 122-10 du code de l'urbanisme dans sa version en vigueur à la date de l'enquête publique : « *Le projet, auquel sont annexés les avis recueillis en application des articles L. 122-6-2 et L. 122-7-1 à L. 122-8 est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public. (...)* » ; qu'aux termes de l'article R. 123 8 du code de l'environnement dans sa rédaction alors en vigueur : « *Le dossier soumis à l'enquête publique comprend les pièces et avis exigés par les législations et réglementations applicables au projet, plan ou programme (...)* » ; qu'aux termes de l'article R. 123-9 du même code : « *L'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête précise par arrêté, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et après concertation avec le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête : / (...) 5° Les lieux, jours et heures où le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête, représentée par un ou plusieurs de ses membres, se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations ; (...) / 12° Le cas échéant, l'adresse du site internet sur lequel des informations relatives à l'enquête pourront être*

consultées, ou les moyens offerts au public de communiquer ses observations par voie électronique(...)» ;

8. Considérant que si le dossier d'enquête publique doit contenir les pièces et avis prévus par les dispositions précitées de l'article R. 123-8, la méconnaissance de ces dispositions n'est de nature à vicier la procédure et donc à entraîner l'illégalité de la décision prise à l'issue de l'enquête publique que lorsqu'elle a pu avoir pour effet de nuire à l'information de l'ensemble des personnes intéressées par l'opération ou lorsqu'elle a été de nature à exercer une influence sur les résultats de l'enquête et, par suite, sur la décision de l'autorité administrative ;

9. Considérant qu'il résulte des pièces du dossier, notamment de l'arrêté du 18 février 2013 du président du syndicat mixte du SCOT du Boulonnais prescrivant la mise à l'enquête publique du schéma de cohérence territoriale du Boulonnais, que le dossier pouvait être consulté aux sièges du syndicat mixte du SCOT du Boulonnais, de la communauté d'agglomération du Boulonnais et de la communauté de communes de Desvres-Samer, dans les mairies des communes de Samer, Neufchâtel-Hardelot et Baincthun ainsi que sur le site Internet www.scot-boulonnais.fr ; qu'à cet égard, l'association requérante, qui se prévaut de l'avis de la commission d'enquête, non contesté en défense, selon lequel le dossier mis en ligne sur le site internet ne comportait pas les avis des personnes publiques associées, fait valoir que la délibération contestée a été adoptée aux termes d'une procédure irrégulière ; que le syndicat mixte ne saurait utilement soutenir qu'aucune disposition du code de l'environnement ne prévoit la mise en ligne des avis des personnes publiques associées dès lors que cette exigence découle des modalités de l'enquête publique que le président de cet établissement public a lui-même prescrites en vertu des dispositions précitées de l'article R. 123-9 du code de l'environnement et auxquelles il était dès lors tenu de se conformer ; que si ces avis figuraient bien aux dossiers mis à disposition du public aux sièges des établissements publics de coopération intercommunale et dans les trois mairies désignées par l'arrêté prescrivant l'enquête publique, il n'apparaît pas, dans les circonstances de l'espèce, que le respect de cette formalité ait été suffisant ; qu'en effet, il ressort des pièces du dossier, notamment du rapport de la commission d'enquête, que tant l'autorité environnementale que la commission départementale de la consommation des espaces agricoles, la Chambre d'agriculture et la région Nord-Pas-de-Calais ont émis un avis défavorable sur le projet ; que, par ailleurs, compte tenu de l'importance du territoire concerné par le projet de SCOT, regroupant cinquante-trois communes sur une superficie de 450 km² et du faible nombre des lieux où le dossier matérialisé pouvait être consulté, une grande partie de la population susceptible d'être concernée par une consultation à distance sur le site internet dédié au SCOT, n'a pas été en mesure de consulter le dossier complet alors même que, dans son rapport, la commission d'enquête a constaté une faible fréquentation des lieux ouverts au public ; que dans ces conditions, l'absence de mise en ligne des avis des personnes publiques associées, qui a nui à l'information d'un grand nombre de personnes intéressées par le projet de schéma de cohérence territoriale du Boulonnais, a été de nature à exercer une influence sur les résultats de l'enquête et, par suite, sur la délibération du 2 septembre 2013 attaquée ;

10. Considérant qu'aux termes de l'article L. 600-4-1 du code de l'urbanisme : *«Lorsqu'elle annule pour excès de pouvoir un acte intervenu en matière d'urbanisme ou en ordonne la suspension, la juridiction administrative se prononce sur l'ensemble des moyens de la requête qu'elle estime susceptibles de fonder l'annulation ou la suspension, en l'état du dossier»* ; que, pour l'application de ces dispositions, aucun autre moyen n'est susceptible, en l'état du dossier, de fonder l'annulation prononcée par le présent jugement ;

11. Considérant qu'il résulte de ce qui a été dit aux points 4 à 9 que l'association Hardelot Opale Environnement est fondée à demander l'annulation de la délibération du 2

septembre 2013 par laquelle le syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale du Boulonnais a approuvé le schéma de cohérence territoriale du Boulonnais ;

12. Considérant, toutefois, qu'aux termes de l'article L. 600-9 du code de l'urbanisme : *« Si le juge administratif, saisi de conclusions dirigées contre un schéma de cohérence territoriale, un plan local d'urbanisme ou une carte communale, estime, après avoir constaté que les autres moyens ne sont pas fondés, qu'une illégalité entachant l'élaboration ou la révision de cet acte est susceptible d'être régularisée, il peut, après avoir invité les parties à présenter leurs observations, surseoir à statuer jusqu'à l'expiration du délai qu'il fixe pour cette régularisation et pendant lequel le document d'urbanisme reste applicable, sous les réserves suivantes : / 1° En cas d'illégalité autre qu'un vice de forme ou de procédure, pour les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales, le sursis à statuer ne peut être prononcé que si l'illégalité est susceptible d'être régularisée par une procédure de modification prévue aux articles L. 122-14-1 à L. 122-14-3 ou L. 123-13-1 à L. 123-13-3 ou au cinquième alinéa de l'article L. 124-2 ; / 2° En cas d'illégalité pour vice de forme ou de procédure, le sursis à statuer ne peut être prononcé que si l'illégalité a eu lieu, pour les schémas de cohérence territoriale et les plans locaux d'urbanisme, après le débat sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durables. / Si la régularisation intervient dans le délai fixé, elle est notifiée au juge, qui statue après avoir invité les parties à présenter leurs observations (...) » ;*

13. Considérant qu'il résulte des motifs du présent jugement que seuls les moyens tirés de la méconnaissance, d'une part, de l'article L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales et, d'autre part, de l'article R. 123-8 du code de l'environnement sont de nature à fonder l'annulation totale de la délibération attaquée et que les autres moyens soulevés par l'association Hardelot Opale Environnement ne sont en revanche pas de nature à fonder une telle annulation totale, ni même partielle ;

14. Considérant que la méconnaissance des dispositions précitées, est susceptible de régularisation en application de l'article L. 600-9 précité du code de l'urbanisme, ainsi que les parties en ont été informées par courrier du 24 novembre 2017, les invitant à présenter leurs observations sur l'éventuelle mise en œuvre de cet article ; que, dans les circonstances de l'espèce, il y a lieu de faire application de ces dispositions, de surseoir à statuer et d'impartir un délai de neuf mois, à compter de la notification du présent jugement, aux fins de procéder à la régularisation de la délibération du 2 septembre 2013 par laquelle le syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale du Boulonnais a approuvé son schéma de cohérence territoriale ; que, pour ce faire, il lui appartient de procéder à une nouvelle enquête publique, puis de délibérer à nouveau sur le projet de schéma de cohérence territoriale au vu des résultats de cette consultation et de cette enquête et enfin d'approuver ce document ;

DECIDE :

Article 1er : Il est sursis à statuer sur la requête présentée par l'association Hardelot Opale Environnement jusqu'à l'expiration du délai de neuf mois à compter de la notification du présent jugement, imparti au syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale du Boulonnais pour notifier au tribunal une délibération portant approbation du schéma de cohérence territoriale, régularisant les vices mentionnés au point 13.

Article 2 : Tous droits et moyens des parties sur lesquels il n'est pas expressément statué par le présent jugement sont réservés jusqu'en fin d'instance.

Article 3 : Le présent jugement sera notifié à l'association Hardelot Opale Environnement et au syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale du Boulonnais.

Copie en sera adressée au préfet du Pas-de-Calais.

Délibéré après l'audience du 5 décembre 2017, à laquelle siégeaient :

Mme Baes-Honoré, président,
Mme Vigneras, premier conseiller,
M. Malfoy, premier conseiller.

Lu en audience publique le 29 décembre 2017.

Le rapporteur,

Le président,

Signé : F. MALFOY

Signé : C. BAES-HONORE

Le greffier,

Signé : M. BEDNARZ

La République mande et ordonne au préfet du Pas-de-Calais, en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution du présent jugement.

Pour expédition conforme,

Le greffier,

